

Dégrippons Madame la Ministre !

Madame la Ministre, vous avez fait croire que l'oseltamivir, alias Tamiflu (et bientôt le vaccin ?), était l'arme essentielle alors qu'aucune publication n'a montré le moindre intérêt de ce produit dans la grippe saisonnière, si ce n'est raccourcir de quelques heures sa contagiosité, et qu'il n'a pas été testé in vivo sur le virus H1N1. En le préconisant et en le remboursant, vous « courez » un peu plus notre chère Sécurité sociale et faites croire à une éventuelle efficacité thérapeutique, en dehors de toute pratique médicale fondée sur les données de la science (évidence basée médecine), chère aux praticiens engagés dans une démarche qualité. Comment revenir en arrière maintenant, alors que des millions ont été dépensés en toute hâte pour l'achat de Tamiflu et de vaccins ?

Madame la Ministre, vous n'empêchez actuellement de faire convenablement mon métier de médecin généraliste, aussi bien dans mon cabinet qu'à la régulation au centre 15, à cause du temps perdu à rassurer des patients qui, sans votre alarmisme, n'auraient jamais ni consulté, ni appelé. Cela ne fait que saturer le standard téléphonique du 15 au risque de ne pouvoir prendre

dans les temps un appel urgent pour une détresse vitale ou un accident de la route. Votre irresponsabilité n'a fait qu'encombrer les services d'urgences aussi bien libérales qu'hospitalières, alors que le bon sens était de dire à la plupart des grippés de rester chez eux, masqués, et non de risquer de venir contaminer les patients fragiles de nos salles d'attente. L'organisation d'une vraie régulation des appels en amont pour juger de la gravité éventuelle, comme nous vous l'avons proposée il y a déjà plusieurs semaines, aurait certainement été plus judicieuse.

VOUS ME FAITES PRENDRE DES RISQUES

Vous allez peut-être faire venir à la Réunion des renforts hospitaliers, augmentant encore un peu le coût de cette gabegie financière. Allez-vous aussi faire venir des renforts dans nos cabinets dans lesquels nous ne pouvons absolument plus prendre en charge de façon correcte nos patients nécessitant ?

Madame la Ministre, faute de temps suffisant pour chaque patient, vous me faites prendre des risques d'erreurs diagnostiques et thérapeutiques, qui pourraient

être sources de plaintes en cas d'évolution défavorable. Vous m'obligez à faire des arrêts de travail qui ne se justifient pas (au frais du contribuable), et à certifier que des enfants en bonne santé peuvent retourner à l'école car non contagieux (ce que je ne peux faire sans tests de diagnostics rapides mis à ma disposition) ; cela me fait alors porter une responsabilité incontrôlable.

Madame la Ministre, vous êtes en train de paralyser notre île (et bientôt le pays tout entier ?) avec l'aide irraisonnée du ministre de l'Éducation Luc Chatel, en préconisant la fermeture « cas par cas » des établissements scolaires. Vous mettez ainsi en difficulté les parents, les enseignants, les directeurs d'écoles, le recteur et le préfet pour appliquer des mesures inapplicables.

Avez-vous prévu l'évaluation des coûts économiques et humains de ce plan ainsi que celle du nombre de patients qui vont décéder, non pas de grippe A, mais d'une insuffisance de prise en charge de leur diabète, hypertension, leptospirose, etc. ?

Madame la Ministre, il est étonnant que le sujet passe au second plan dans les médias étatsuniens, alors que le nombre de victimes est sans commune mesure avec



Le Dr Philippe de Chazournes se définit lui-même comme « médecin de terrain, élu, formateur et régulateur au centre 15 et... sans aucun lien d'intérêt avec l'industrie ». Selon lui, après « la pandémie de l'indécence » du P. Gentilini et « la gripette » du P. Debré, « la population risque maintenant de prendre pour une simple « bachelette » une prochaine alerte sanitaire » (photo Ludovic Lai-Yu).

la situation française. Les épidémiologistes de réputation internationale considèrent en effet l'épidémie comme peu grave en termes de morbi-mortalité. N'y aurait-il pas quelques conflits d'intérêt majeurs chez vos experts français consultés ainsi qu'au plus haut niveau des personnalités de notre État et de bon nombre d'acteurs de la chaîne du soin ? Cela pourrait bien expliquer l'absence assourdissante de réaction de nos leaders d'opinion à votre plan. Toutes ces personnes influentes ont-elles d'ailleurs déclaré leurs éventuels liens d'intérêts quand ils s'expriment dans les médias comme la loi les y oblige ?

Madame la Ministre, vous avez semé un vent de panique sur

notre île pour une pathologie pour laquelle les sirènes de l'industrie vous ont fait prendre des décisions incompréhensibles étant donné son peu de gravité. Vous avez préféré la communication via micros et caméras, au détriment d'actions pour nous aider à organiser et à anticiper la crise actuelle.

Après avoir participé à une dizaine de réunions en comité restreint avec les plus hauts responsables sanitaires de l'île, il me semble que vous n'avez laissé aucune initiative aux directeurs de l'ARH et de la DRASS pour mettre en place une véritable et constructive démarche avec les effecteurs de terrain. Les leçons de ce gâchis, aussi bien économique qu'humain, termineront elles aussi vite à la pou-

belle que celles tirées après le chikungunya ?

Madame la Ministre, vous avez allumé un incendie qu'il est maintenant impossible d'éteindre sans vous renier et c'est pour cela et pour toutes les raisons précédentes, que je demande votre démission afin de « désinformer » (DDD) au plus vite. Si l'humeur du jour était à la plaisanterie, je revendiquerais l'honneur de vous remplacer, comme tout bon médecin de terrain serait à même de le faire, devant autant d'incompétences au regard des décisions prises. Pour les gérer au mieux, des spots télé et radio tournent quasiment en boucle depuis quelques jours pour rassurer la population, et des recommandations pays (pour les femmes enceintes par ex) apparaissent sans aucune réflexion partagée.

Après « la pandémie de l'indécence » du Pr Gentilini et « la gripette » du Pr Debré, la population risque maintenant de prendre pour une simple « bachelette » une prochaine alerte sanitaire. Si celle-ci s'avérait bien plus grave (d'ordre viral, bactériologique ou chimique), elle risquerait d'être minimisée et vous en seriez alors la première responsable.

Dr Philippe de Chazournes